

Petras, James, *Politics and Social Structure in Latin America*,
Monthly Review Press, New York and London, 1970, 383 p.

Yvan Labelle

Volume 2, Number 2, 1971

Relations internationales et marchés communs

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700102ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700102ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Labelle, Y. (1971). Review of [Petras, James, *Politics and Social Structure in Latin America*, Monthly Review Press, New York and London, 1970, 383 p.] *Études internationales*, 2(2), 327–328. <https://doi.org/10.7202/700102ar>

qu'au prix de la mise sur pied d'un État bourgeois, puisqu'une victoire des communistes internationalistes aurait ramené la Pologne dans le giron russe. L'impossibilité pour les Bolchéviques de résoudre la contradiction entre l'internationalisme et le nationalisme devait fatalement pousser les patriotes polonais, s'ils voulaient que l'État indépendant de Pologne devienne une réalité, à s'opposer aux communistes et à dresser une barrière contre le bolchévisme russe. Le conflit armé qui s'ensuivit et qui se termina par la signature du traité de Riga, le 18 mars 1921, fut à nouveau considéré par les Polonais, comme une guerre de frontière entre l'Occident et l'Orient.

Dimitri KITSIKIS,

Département d'histoire,
Université d'Ottawa.

PETRAS, James, *Politics and Social Structure in Latin America*, Monthly Review Press, New York and London, 1970, 382p.

Alors que la lecture d'un ouvrage antérieur de ce politicologue américain¹ se révélait très enrichissante, celle de cette collection d'essais qu'il présente maintenant sous un titre trompeur est non seulement peu satisfaisante mais frustrante à plus d'un point de vue. Titre trompeur d'abord, parce que près de la moitié du volume (III^e partie) porte sur les relations entre les États-Unis d'Amérique et l'Amérique latine. Bien que ce sujet d'étude ne soit évidemment pas sans relation avec la structure sociale latino-américaine, l'importance que lui donne l'auteur exigeait quand même qu'il en avertisse le lecteur éventuel. Qui plus est, ces quelques cent vingt-trois pages n'apportent rien de nouveau que nous ne sachions depuis longtemps. Faut croire que beaucoup d'Américains ne sont pas encore au courant de la politique de leur pays dans les républiques au sud du Rio Grande depuis près d'un siècle ? C'est d'ailleurs l'objectif de l'auteur au début de l'ouvrage : il espère que ses essais contribueront à la prise de conscience croissante aux États-Unis

« des conséquences destructrices de l'expansion et de la pénétration américaine en Amérique latine », et il ajoute que c'est « un des événements les plus importants des dernières années ». À la suite de courts essais sur la politique étrangère américaine et la *Big business*, l'intervention militaire en République dominicaine, les interventions américaines en général en Amérique latine et le Rapport Rockefeller, on trouve un chapitre qui offre réellement quelque chose de nouveau : les variations successives de la politique américaine sur le thème de la réforme agraire en Amérique latine.

Les deux parties précédentes (I^o et II^o) portent respectivement sur « les classes et la politique » et « les mouvements politiques ». Le premier essai sur « les classes et la politique » en Amérique latine est une habile synthèse des travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine (CÉPAL) des Nations-Unies et d'une demi-douzaine de travaux de chercheurs latino-américains et étrangers dont l'auteur donne d'ailleurs références dans d'innombrables notes. L'essai le plus pauvre de la collection vient ensuite : « la classe moyenne en Amérique latine ». Non seulement l'auteur ne juge pas nécessaire de souligner au moins l'imprécision sociologique du terme « classe moyenne » (on devrait pour le moins l'utiliser au pluriel), mais il trouve moyen de parler de toute l'Amérique latine sans distinction de pays. Or s'il y a des classes moyennes en Argentine, on peut honnêtement se demander s'il s'en trouve en Amérique centrale et même dans des pays comme le Paraguay et l'Équateur. D'ailleurs ce problème est assez complexe pour avoir donné lieu à au moins six orientations théoriques dans les travaux. Il faut lire à ce sujet l'article étoffé de Jorge Precht (« Le rôle politique des strates moyennes latino-américaines² »). L'essai qui suit, le seul basé sur une recherche empirique originale de l'auteur, « la politique paysanne au Chili : une étude de cas » analyse la prise de possession d'une grande propriété par des paysans en 1965. Même si certains détails historiques que donnent l'auteur sont discutables (l'expropriation avait eu lieu avant et non après l'action violente des paysans) l'analyse qu'il fait du

¹ *Politics and Social Forces in Chilean Development*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1969, 377p.

² *Cuadernos de la realidad nacional*, Centro de estudios de la realidad nacional, Universidad católica de Chile, N° 2, janvier 1970, pp. 70-106.

changement social et politique est intéressante et permet des comparaisons fructueuses avec l'étude de Alberto Pena (« Structure du pouvoir dans un *asentamiento* : Culipran³ »).

La deuxième partie étudie des cas également : le péronisme, la démocratie capitaliste au Vénézuéla, la révolution cubaine, le militarisme au Pérou. Tous de courts essais qui révèlent une assez bonne documentation. Parfois l'auteur simplifie trop ou utilise certains stéréotypes. Lorsqu'il parle du renversement du régime Batista comme d'une opération « courte » (p. 110), il oublie que la lutte a quand même duré de 1952 à 1959. Il oublie trop facilement la guérilla urbaine et lorsqu'il affirme que la Révolution s'est faite avec l'appui actif et l'engagement de la majorité de la classe ouvrière cubaine (id.), il ne semble pas savoir que la majorité tout court de la population cubaine était contre Batista et que les syndicats de La Havane ont été les derniers réduits de la résistance à la révolution dans les années qui suivirent le changement de régime. Enfin, à propos des Soviétiques cubains il faudrait lire K. S. Karol⁴ pour en savoir la signification. On aurait aimé voir quelques références aux travaux de l'Institut d'études péruviennes (IEP) lorsque l'auteur parle du régime actuel du Pérou.

La dernière partie de la collection d'essais comprend un schéma de classification des études latino-américaines faites aux États-Unis et sept recensions d'ouvrages sur l'Amérique latine (Draper, Debray, Bosch, Andresky, etc.).

Cet ensemble de textes se place sous le signe d'une littérature facile sur un sujet qui intéresse. Vulgarisation utile sans doute, mais écrite dans un style qui ne nous permet pas de préciser les sources exactes bien que (et

peut-être parce que) l'auteur donne d'innombrables références pour ses avancés. À tout prendre, il vaut beaucoup mieux aller aux ouvrages de collection de textes bien identifiés auquel l'auteur réfère plus d'une fois⁵ et aux travaux originaux de la CÉPAL.

Yvan LABELLE,

Sociologie,
Université Laval.

DAUMARD, Pierre, *Le prix de l'enseignement en France*, Collection « Perspectives économiques », Paris, Calmann-Lévy, 1969, 269p.

Dès la première phrase de la préface de ce volume, Edgard Faure porte un jugement pour le moins direct : « Force est bien de constater que la théorie économique de l'enseignement n'est ni faite, ni enseignée — c'est une lacune grave en France, qui explique certaines difficultés et contradictions au niveau politique. » Ce jugement est trop sévère. Depuis plus de dix ans, l'abondance des travaux en économique de l'éducation a permis de voir sous un éclairage nouveau cet important secteur de l'activité économique. Cependant, relativement aux ressources qui sont utilisées en éducation, les études économiques demeurent bien insuffisantes. Hélas, la contribution de ce volume à l'étude économique de l'éducation est malheureusement très mince.

Il y a deux approches dans l'étude des coûts de l'éducation. La première est strictement statistique et comptable, et indique *comment* les coûts ont augmenté. Alors, le résultat sera un travail documentaire, utile mais impuissant à dégager convenablement des corrolaires de politiques d'éducation. On obtient donc une image ou une description. La deuxième approche est celle de l'économiste qui étudie *pourquoi* les coûts ont augmenté. Il doit faire appel à l'analyse économique et tout particulièrement à l'étude économique du secteur des services et du secteur public, en insistant sur la dynamique qui anime les « institutions à but non lucratif ». Avec une telle analyse, on ne peut que déboucher tout naturellement sur des corrolaires politiques.

Docteur en sciences économiques, l'auteur adopte presque exclusivement l'approche comptable. Le livre contient donc une variété im-

³ Informe tecnico N° 2, ICIRA, Santiago, 1968, 177 p.

⁴ *Les guerilleros au pouvoir. L'itinéraire politique de la révolution cubaine*, Paris, Robert Laffont, 1970, 606 p.

⁵ Claudio VELIZ (ed.), *The Politics of Conformity in Latin America*, New York, Oxford University Press, 1967. Claudio VELIZ (ed.), *Obstacles to Change in Latin America*, New York, Oxford University Press, 1966. James PETRAS & Maurice ZEITLIN (eds.), *Latin America: Reform or Revolution?*, New York, Fawcett, 1968. S. M. LIPSET & Aldo SOLARI (eds.), *Elites in Latin America*, New York, Oxford University Press, 1967.